

PUBLIE LE - 4 JUIL. 2025

CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

SEANCE DU 27 JUIN 2025

Rapporteur : M de Montchalin, Vice Président

3 - Prolongation de missions de vacation dans le cadre du départ du directeur général

Le Crédit Municipal de Rouen a cessé ses activités en 2023 et n'a plus d'agrément bancaire depuis Avril 2024. Sa dissolution devra être formalisée par un décret en conseil d'Etat. Celui-ci devrait intervenir au second semestre 2025.

Dans cette attente, l'Etablissement a toujours une existence juridique, comptable et fiscale. Quelques opérations marginales se poursuivent avec son ancienne clientèle. L'enjeu principal restant est d'assurer l'établissement de ses comptes annuels et de gérer les liens contractuels.

Le COS de décembre 2024 a acté la prolongation pour 6 mois de l'Assistant de Gestion Administrative et Comptable, lequel a finalement mis fin à son contrat fin janvier 2025 pour un autre poste en CDI, du fait de l'absence de perspectives au sein de l'EGECMR en cours de dissolution.

Les 3 vacataires au profil gestion / finance recrutés suite au COS de décembre sur un volume global d'environ 0,2 ETP ont contribué à assurer la continuité de service au sein de l'EGECMR jusqu'à leur démission collective des missions de gestion, effective au 19 mai, en lien avec les difficultés relationnelles rencontrées au sein de l'établissement, dont ils ont exposé les raisons par courrier adressé à M de Montchalin.

Un de ces vacataires, chargé spécifiquement par le président du COS de gérer les missions liées au nécessaire départ du directeur général en situation de conflit d'intérêt notamment en lien avec les contentieux en cours à l'encontre de l'EGECMR, poursuivra strictement ces missions jusqu'à l'extinction de l'EGECMR.

Il est donc proposé de renouveler les vacations dans le cadre du départ jusqu'au 31 décembre 2025 au plus tard, avec une fin anticipée dès que l'EGECMR n'aura plus d'existence juridique propre.

Les missions seront tournées vers la mise en œuvre des actions sollicitées par l'exécutif de l'EGECMR (Président et Vice-Président) autour des missions de l'établissement pour lesquelles M DAUPLEY se trouve en conflit d'intérêt et de la gestion RH de M DAUPLEY, et notamment la gestion de l'ensemble des démarches contentieuses ou précontentieuses diligentées par Mr Daupley à l'encontre de l'établissement et son exécutif, et de leurs conséquences (6 procédures contentieuses encore actives sur les 8 engagées depuis 2021, dont 5 introduites depuis septembre 2024).

Dans ce cadre, le/la vacataire assistera aux séances du COS et pourra le cas échéant intervenir à la demande des administrateurs sur les sujets pour lesquels Mr Daupley sera en situation de départ.

RECRUTEMENT DE VACATAIRES ET DETERMINATION D'UN TAUX DE VACATION

Il est rappelé au Conseil que conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner le poste ou les activités et le niveau de rémunération auquel il habilite l'autorité territoriale à recruter et la nature permanente ou non de celui-ci.

En l'espèce, il est nécessaire de prévoir des modalités permettant d'assurer la prise en charge des activités ponctuelles et non continues dans le temps, liées aux missions de l'établissement pour lesquelles le directeur général de l'EGECMR se trouve en position de conflit d'intérêt et notamment la gestion RH et de l'ensemble des démarches contentieuses diligentées par M. Daupley et de leurs conséquences

Cette activité ne peut être pourvue dans le cadre d'un poste permanent. L'activité entreprise constitue une tâche spécifique, discontinue dans le temps et rémunérée à l'acte.

Il conviendra ainsi de recruter un ou des personnels vacataires de manière à assurer cette gestion. Conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunérés à l'acte. Il appartient donc à l'organe délibérant de déterminer un taux de vacation.

Un recrutement en activité accessoire sera privilégié qui, pour mémoire, n'est soumise à aucune cotisation sociale à l'exception de la CSG, CRDS, RAFF et de la cotisation du Centre de Gestion (en application de l'article D 171-11 du code de la sécurité sociale). Une autorisation sera alors sollicitée auprès de l'employeur principal.

Considérant la nécessité d'avoir recours à des vacations pour ces missions confiées et contrôlées directement par l'exécutif de l'EGECMR dans les situations où le directeur général se trouve en situation de conflit d'intérêt, le Conseil d'Orientation et de Surveillance décide :

Article 1 :

D'autoriser le Vice-Président à recruter un ou des vacataires du 07/07/2025 au 31/12/2025 pour exercer les missions de l'établissement pour lesquelles M Daupley se trouve en conflit d'intérêt et de la gestion RH de ce dernier, notamment la gestion de l'ensemble des démarches contentieuses diligentées par M. Daupley et de leurs conséquences, sous l'autorité directe de la présidence de l'EGECMR.

Article 2 :

De fixer le taux de vacation, chaque vacation équivalant à 1h30 de travail :

- à 64,50 € bruts pour les missions d'ordre juridique et RH liées à la gestion dans le cadre du déport du directeur général

Article 3

D'inscrire les crédits nécessaires au budget ;

Pour : 5 (N. MAYER-ROSSIGNOL représenté par M. DE MONTCHALIN ; M. DE MONTCHALIN, J. DE BEIR ; J.-L. SCHROEDER ; T. MASSON représenté par J. DE BEIR)

Contre : 0

Abstention : 1 (F. RENON)

Pour extrait conforme :

Le Vice-Président

M. de MONTCHALIN

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line and a small flourish.

Transmis au contrôle de légalité.

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE


**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

COLLECTIVITÉ Caisse de crédit municipal de Rouen	DATE D'ENVOI : - 1 JUIL. 2025
---	---

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré- contrôle de légalité
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : validation du PV du COS du 14 décembre 2024	Délibération n° 1 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : prolongation des missions de vacation dans le cadre du déport du directeur général	Délibération n° 3 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : décision modificative n° 1	Délibération n° 4 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : prestations nécessaires à la poursuite de l'activité et la clôture des comptes 2024	Délibération n° 4-1 et 4-2 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : placement	Délibération n° 6 du COS du 27/06/2025	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

01 JUL 2025



CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

ACCUEIL GENERAL
ARRIVE LE

01 JUL. 2025

HOTEL DIEU - SCG76
PREFECTURE SEINE-MARITIME

** seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture*